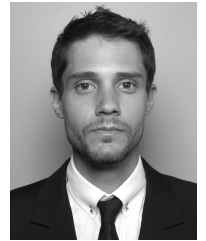


BENJAMIN VALETTE

147 rue Paradis
13006 Marseille
Téléphone : 04 91 94 37 76
E-mail : benjamin.valette@sbv-avocats.com



EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

- Depuis 2017 : Avocat au Barreau de Marseille, associé du cabinet SBV Avocats AARPI.
- Depuis 2016 : Chargé d'enseignement à l'Université d'Aix-Marseille et à l'Université Paris-Dauphine. Membre du Centre de droit du sport et du Centre de Recherches Administratives (EA 893), Université d'Aix-Marseille.
- 2016-2018 : Enseignant-contractuel à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse. Membre du Centre de Recherches Administratives (EA 893), Université d'Aix-Marseille.
- 2015-2016 : Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche, Centre de Recherches Administratives (EA 893), Université d'Aix-Marseille.
- 2012-2015 : Vacataire, Centre de Recherches Administratives (EA 893), Université d'Aix-Marseille.
- 2011-2012 : Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche, Centre de Recherches Administratives (EA 893), Université Paul Cézanne Aix-Marseille III.
- 2008-2011 : Allocataire de recherche Moniteur de l'enseignement supérieur, Centre de Recherches Administratives (EA 893), Université Paul Cézanne Aix-Marseille III.

FORMATION

- 2016 : **Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat.**
École des Avocats du Sud-Est
- 2014 : **Doctorat de Droit**, *mention Très honorable avec Félicitations.*
Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille
Thèse intitulée « Recherche sur l'activité accessoire dans les contrats de commande publique ». *Prix Gaston Jèze de l'Université d'Aix-Marseille pour la thèse de doctorat constituant une recherche fondamentale en droit public.*
- 2014 : **Mastère Spécialisé Droit et Management International**, *mention Très Bien.*
HEC Paris
- 2008 : **Master II Recherche Droit administratif et collectivités territoriales**, *mention Bien.*
Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille
- 2007 : **Master I de Droit Public**, *mention Assez Bien.*
Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille
- 2006 : **Licence de Droit**, *mention Assez Bien.*
Licence d'Administration Publique, *mention Assez Bien.*
Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille
- 2003 : **Baccalauréat Scientifique, option internationale américaine**, *mention Assez Bien.*
Centre International de Valbonne

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

- **Cours magistraux** *Master 2 Droit public des affaires et Droit du sport.*
Droit des contrats publics, Contrats publics complexes, Écriture et rédaction des contrats publics, Mutation des contrats publics, Économie des contrats publics, Contentieux contractuel, Gestion et financement publics des activités sportives, Responsabilité administrative en matière sportive, Pouvoir normatif des fédérations sportives.
- **Cours magistraux** *Licence et Master 1 Droit public.*
Droit constitutionnel, Société et vie politique, Institutions administratives, Institutions européennes, Droit administratif des biens, Droit des contrats publics, Droit public économique.
- **Travaux dirigés** *Licence et Master 1 Droit public.*
Droit constitutionnel, Droit administratif général, Droit administratif des biens, Contentieux administratif, Droit fiscal, Droit des contrats publics.
- **Tutorat de stage** *Master 1 Droit des affaires.*

- **Préparation au Concours de fin d'année** *Licence Droit.*
- **Séminaire de Droit administratif** *Master 2 Préparation concours commissaire de police et officier de police judiciaire.*

ACTIVITES DE RECHERCHE

- « Équipements sportifs : statut juridique, accès et utilisation », LexisNexis, *Jurisclasseur Collectivités territoriales*, Fiche pratique n° 2888, 2021.
- « Équipements sportifs : financement », LexisNexis, *Jurisclasseur Collectivités territoriales*, Fiche pratique n° 2921, 2021.
- « Équipements sportifs : gestion et exploitation », LexisNexis, *Jurisclasseur Collectivités territoriales*, Fiche pratique n° 3093, 2021.
- « La loi pour une République numérique, histoire d'une loi consacrant l'e-sport », in Rabu (G.) et Reverchon-Billot (M.) (dir.), *Les enjeux juridiques de l'e-sport*, PUAM, Aix-en-Provence, 2017, pp. 81-94.
- *Contrats de commande publique et activité accessoire*, Préface de M. le Professeur Florian LINDITCH, Bruylant, coll. « Droit et économie », Bruxelles, 2016, 568 p.
- « Les contrats de type concessif au sens de l'ordonnance concession et les droits des usagers », Dalloz, à paraître 2016. Cet article a été l'objet d'une communication dans le cadre du colloque « Les ordonnances marchés et concessions : les nouvelles marges de la commande publique », 3 juin 2016, Valenciennes.
- « Transaction et pouvoir réglementaire : carton rouge pour la LFP », note sous CE, 9 juillet 2015, *Football club des Girondins de Bordeaux et autres*, *Les Cahiers de droit du sport*, 2015, n° 41, pp. 59-72.
- « Recettes accessoires du délégataire, enjeux et prospective », in DE LA ROSA (S.) (dir.), *L'encadrement des concessions par le droit européen de la commande publique*, Société de Législation Comparée, coll. « Trans Europe Experts », vol. 10, Paris, 2014, pp. 153-172.
- « Les règles de droit au service de l'innovation », *La revue administrative*, n° 399 de Mai-Juin 2014, pp. 231-239. Cet article a été l'objet d'une communication dans le cadre des Sessions juniors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, 6 juillet 2012, Aix-en-Provence.
- « Recettes accessoires du délégataire, l'éternelle oubliée ? », in *Directive n° 2014/23/UE du 26 février 2014 sur l'attribution des contrats de concession : quelles conséquences pour les collectivités ?*, *JCP A*, n° 18-19 du 5 mai 2014, pp. 32-36. Cet article a été l'objet d'une communication dans le cadre du colloque « Le projet de directive sur l'attribution des contrats de concession. Quelles conséquences pour les collectivités ? », 31 mai 2013, Valenciennes.
- « Le juge administratif et le contrôle de constitutionnalité des sanctions prononcées pour dopage », note sous CAA Nancy, 23 avril, 2012, *Fédération française de football*, *AJDA*, 2012, n° 38 du 12 novembre 2012, pp. 2131-2135.
- « Concurrence et service public culturel », in PONTIER (J.-M.) (dir.), *Les services publics culturels*, PUAM, Aix-en-Provence, 2012, pp. 207-233. Cet article a été l'objet d'une communication dans le cadre de la journée d'étude CRA-CAA « Le contentieux des interventions culturelles des collectivités territoriales », 19 mai 2011, Aix-en-Provence.

ACTIVITES INSTITUTIONNELLES

- Depuis 2021 : Membre de l'Organisme Général d'Appel – Fédération française de natation.
- Depuis 2020 : Membre de la Commission Centrale de Discipline – Fédération française de volley.
- Depuis 2019 : Responsable de la rubrique « Organisation et contentieux des manifestations », membre du Comité de rédaction et du Comité de lecture de la revue *Les Cahiers de Droit du Sport*.
- Depuis 2017 : Membre de la Commission de Droit public du Barreau de Marseille.
- 2009-2013 : Membre élu du Conseil de l'École doctorale de sciences juridiques et politiques (ED 67), Université Paul Cézanne, Aix-Marseille III.
- 2006-2008 : Représentant élu des étudiants auprès du Conseil des sports de l'Université Paul Cézanne, Aix-Marseille III.

LANGUES

- Anglais : capacité professionnelle complète (TOEIC 930/990).
- Russe : niveau intermédiaire.